



© Eric Roset pour Repère Social

Durant un colloque organisé à la Haute école de travail social de Genève les 27 et 28 avril, autour de l'insertion.

La pensée sociale est en mouvement

On assiste actuellement à une sorte de bouillonnement des cerveaux dans le champ des connaissances en matière de travail social. Le nombre de recherches qui touchent à ce domaine est en augmentation. Partout en Suisse, des professionnels issus de différents horizons se rassemblent pour produire de «l'intelligence collective» autour de thèmes tels que l'immigration, l'insertion, la citoyenneté. Des réseaux de compétences, plus ou moins institutionnalisés, fonctionnent comme des laboratoires. Ils permettent de repérer l'émergence de nouvelles problématiques. Des modules d'échanges entre les sites des Hautes écoles sont mis en place, ils offrent aux étudiants l'opportunité de bénéficier des spécialités de chacune d'entre elles.

Ce mouvement est porteur de nouvelles idées et de perspectives, par exemple au niveau du développement local ou de la réflexion sur le sens de la citoyenneté. Mais cela transformera-t-il le travail social en science? Le verra-t-on bientôt accéder au rang de discipline universitaire, au même titre que

la sociologie ou la science politique? Ces questions se posent avec acuité. Elles charrient des éléments polémiques, car, pour s'ériger en science et être légitimé, tout nouvel arrivant doit jouer des coudes. L'un des enjeux de cette course concerne par conséquent l'argent de la recherche. En effet, une science légitimée a accès à des fonds supérieurs à ceux dont jouissent actuellement le travail social ou d'autres disciplines appliquées. Par ailleurs, nombre de travailleurs sociaux récusent l'idée d'intégrer une discipline savante. Pour eux, le travail social devrait rester ce savant bricolage théorico-pratique qui utilise les outils d'autres savoirs. Là, les auteurs ne manquent pas. L'action des travailleurs sociaux est déjà au cœur de la réflexion de penseurs connus. Ainsi, Robert Castel, venu récemment à Genève, qui dénonce certaines ambiguïtés dans les politiques de l'aide sociale. D'autres auteurs, moins spécifiquement «sociaux», tel Boris Cyrulnik et sa fameuse «résilience», séduisent des professionnels et leur donnent des outils pour leur pratique quotidienne. ■

Laurent ASSEO et Stéphane HERZOG

sommaire

- ▶ **Le travail social hésite à devenir une science** 6-7
- ▶ **Penser le social de A à Z** 8-18
- ▶ **Travail social et sciences humaines: la question de la légitimité du savoir** 19-20

Le travail social hésite à devenir... une science

Le travail social n'a pas de pères fondateurs. Il se nourrit de théories issues des sciences humaines. Mais un mouvement de transformation du social en discipline académique est à l'œuvre.

«**M**anquer de concepts est aussi grave que manquer de personnels compétents, d'équipements adéquats et de budgets convenables.»¹⁾

Voilà une façon directe de dire les choses. C'est l'avis du philosophe et sociologue français Saül Karsz, qui estime que le travail social doit encore mettre au point une «théorie de ses pratiques», afin de combler en son sein un «manque massif» de savoir critique ou scientifique et dépasser l'étude du «cas par cas»²⁾. La charge est lourde. Et le mot «science» est lancé. Cela pose la question de la place du travail social comme discipline. En d'autres termes, s'agit-il d'une science ?

La sociologie et la psychologie ont des pères fondateurs (Durkheim, Freud). Les sciences exactes également (Archimède, Newton). Ce n'est pas le cas du travail social, cet ensemble de métiers jeunes en âge, qui demeure à la croisée des chemins, puisant dans plusieurs disciplines, sans qu'on sache exactement ce qui lui appartient en propre. «La thématique du travail social est celle de l'humain fragilisé. Les professionnels de ces métiers possèdent des méthodes spécifiques pour approcher ces personnes et entrer en interaction avec elles», constate Joëlle Libois, responsable de la filière du travail social à la Haute école de travail social de Genève (HETS). Cette universitaire rappelle qu'en Suisse alémanique, on a célébré il y a peu la naissance de la première société suisse de travail social. Le but de cet organisme ? Hisser la discipline au niveau académique, dans les sphères conceptuelles, où trônent commissions scientifiques et publications sérieuses, comme en Allemagne, au Canada, aux Etats-Unis, pays où il est possible de devenir Docteur en travail social (en Suisse, seule l'Université de Fribourg a jusqu'alors délivré des titres académiques dans ce domaine).

Lutte pour la légitimité

Un mouvement vers une plus grande scientificité du travail social suit-il son cours en Suisse ? En tout cas, la discipline est intégrée aux HES et le Fonds national de la recherche scientifique fait appel à des chercheurs en travail social – souvent des sociologues ! – pour résoudre de grandes questions, comme celles liées à l'intégration ou la citoyenneté. Néanmoins, nul n'est en mesure de prédire si oui ou non le travail social finira par percer comme une science. A la question de savoir qui pense le social, le sociologue Jean-Pierre Tabin (voir interview en pages 16-17), spécialiste de l'histoire des politiques

sociales, répond d'abord que la séparation entre acteurs du travail social et penseurs n'est pas pertinente. En matière de travail social, la pratique et la théorie sont intimement liées, avance-t-il. La question de l'accession au statut de science devrait plutôt se comprendre comme une lutte pour la légitimité : un combat qui a accompagné la naissance de toutes les sciences. «Le travail social n'a pas encore voulu ou réussi à se faire reconnaître comme une science. Mais quelque chose qui ressemble à un champ de pratiques et de savoirs tente de le faire». En outre, certains sociologues s'opposeraient à cette idée de promotion académique, estimant que le travail social, ce sont d'abord des métiers.

Claude de Jonckheere, philosophe, chercheur et enseignant à la HETS de Genève, s'intéresse particulièrement aux discours et à la parole des usagers et des professionnels³⁾. Il défend l'idée selon laquelle les ressources de créativité se trouvent sur le terrain. «Il y a toujours une différence entre les politiques sociales et leur application dans les faits. Sur place, il reste une marge de manœuvre qu'il faut étudier. C'est ce que font les réseaux locaux de compétences du type Demos ou Intermigra» (voir encadré).

La question de la culture orale

Autre chercheur, connu lui pour son expertise en matière de migrations et d'intégration, Claudio Bolzman. Il relève que la question de la transformation du social en une branche académique provoque un débat au sein même de la profession. «Certains pensent que c'est d'abord une science de l'intervention qui se présente comme une synthèse de plusieurs disciplines». Cet habitué de la recherche, cofondateur du Réseau local de compétences Intermigra et coordinateur du Réseau romand de compétences CEDIC⁴⁾, milite pourtant en faveur d'une reconnaissance de ces métiers comme science. «Je pense que le travail social doit s'affirmer comme une discipline. Une des difficultés sera d'explicitier et de systématiser une connaissance qui se présente aujourd'hui comme une culture orale de l'intervention».

Joëlle Libois reste interrogative. Et propose une vision moins tranchée que celle de ses collègues. «Le travail social est pluridisciplinaire. Mais aujourd'hui les universités pratiquent également l'interdisciplinarité. Il s'agit peut-être d'une guerre dépassée ?» ■

Stéphane HERZOG

1) «Pourquoi le travail social ? Définition, figures, clinique», Saül Karsz, Dunod, 2004, page 139.

2) Ibid, p. 5

3) Claude de Jonckheere est responsable du réseau local de compétences Analyse de l'activité. Il dirige actuellement une étude du PNR 51 «intégration et exclusion», consacrée aux entreprises de réinsertion par l'économique. Une présentation de cette étude sur la parole des usagers et encadrants a été proposée le 27 avril à Genève, dans le cadre du colloque «Ce qu'insérer veut dire : intentions, dispositifs et effets», organisé à la HETS par trois équipes de ce programme.

4) Le CEDIC est le «Centre d'études de la diversité culturelle et de la citoyenneté» dans les domaines de la santé et du social.



Le sociologue Robert Castel durant sa conférence, à Genève, le 27 avril.

Réservoirs du savoir social: les réseaux de compétences

Ni créer une science qui baigne dans l'éther. Ni gérer une action fondée uniquement sur «l'art de la relation», ces mots qui disent tout et rien. Voici l'espace où évoluent les réseaux de compétences du social en Suisse romande, des «think tanks» qu'on séparera en deux groupes distincts. Le premier est composé de sept réseaux locaux de compétences – constitués plus ou moins formellement – qui se sont développés à partir de la moitié des années 1990 au sein de l'Institut d'études sociales de Genève. Ils peuvent réunir une poignée de personnes ou des dizaines de participants. Ils naissent et meurent en fonction des besoins.

Le second groupe est plus récent. Il unit les Réseaux romands en santé et social de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO), qui sont au nombre de quatre¹⁾.

Réseau local de compétences (RLC), qu'est-ce que c'est? Au début, ce sont des enseignants en travail social qui se retrouvent autour d'une même problématique. A Genève, les thèmes seront les migrations et la citoyenneté, pour ce qui concerne respectivement les RLC Intermigra (1997) et Demos (1998). «Un réseau regroupe des partenaires de différents lieux de pratique et de formation. C'est une organisation souple, cooptée, qui fonctionne sur une base de convergence de valeurs, de réciprocité de l'échange et de régulations orales», définit Alain Simonin, chargé d'enseignement à la HETS de Genève et responsable de Demos. Le réseau produit une intelligence collective. Il est efficace car il permet des échanges rapides et informels autour d'un thème. Il s'adapte à la complexité de la réalité plus soupagement qu'une structure qui fonctionne par départements. Telle est en tout cas l'idée des RLC. D'ailleurs, la HETS genevoise prévoit d'organiser son fonctionnement –

formation de base et continue, recherche, prestations de service – en s'inspirant de la logique du réseau. Autre avantage de ce système, son dynamisme et la proximité entre recherche et action. «Le réseau permet une continuité entre ces différents pôles», décrit le professeur Claudio Bolzman. Il est en prise avec l'actualité et offre la possibilité de repérer des pratiques ou des problématiques émergentes».

Le système des réseaux romands, plus institutionnels, est orienté vers la recherche. Une évaluation de leur production devrait d'ailleurs avoir lieu cet automne, indique Joseph Coquoz, responsable du domaine du travail social à la HES-SO. L'idée de base de ce système est de mettre en lien les ressources des différentes HES. Autre fonction: accompagner des projets de recherche vers un financement par des fonds nationaux, tels que DORE («Do research», faire – ou faites – de la recherche). Enfin, il existe une continuité historique et organique entre les réseaux locaux et les réseaux inter-sites. Ainsi, le CEDIC est-il peu ou prou une émanation d'Intermigra. En Valais, le pôle de compétences de la HEVs2 sur la réinsertion et la réadaptation est lié au réseau romand Ré-Sa-R. On le voit, les liens entre les écoles sont multiples. L'élaboration d'une pensée spécifique au travail social va en bénéficier. St.H.

1) Les réseaux romands de compétences sont: le Centre d'études de la diversité culturelle et de la citoyenneté dans les domaines de la santé et du social (CEDIC); le Réseau d'études aux confins de la santé et du social: acteurs, relations, enjeux et nouvelles régulations sociales (RECSS); le Réseau d'études appliquées des pratiques de santé, de réadaptation/réinsertion (Ré-Sa-R) et le Réseau d'études appliquées en politiques sociale, familiale et de la santé (REA).

Demos aux prises avec un quartier en difficulté:

Les réseaux locaux de compétences dans le travail social sont nés spontanément à Genève dans les années 1990. C'est le cas notamment de Demos¹⁾ qui a élaboré différentes actions dans le canton à la demande d'organismes publics et privés. Dernier exemple en date, un mandat de la commune périphérique de Plan-les-Ouates, aux prises avec un nouveau quartier populaire où se posent des problèmes de cohabitation. Demos a procédé à un troc: d'un côté, le réseau s'est mobilisé pour analyser le quartier et proposer des solutions, de l'autre, la commune a accepté que ce travail soit mené par une vingtaine d'étudiants de la HETS de Genève, qui sont venus travailler sur place. C'est typiquement un des avantages de ce type de travail, qui permet à la fois de recueillir des informations sur le terrain et d'offrir de la formation. Au bout de ce processus, cinq propositions ont été présentées aux habitants, sur de grands panneaux. Par exemple: que les informations communales destinées aux locataires soient accompagnées par des personnes ressources choisies par les habitants et qu'elles soient traduites dans plusieurs langues. Ou encore, que soit mise en place une plate-forme regroupant des locataires, les associations concernées et des professionnels des services communaux. «Le travail a consisté à mobiliser les acteurs locaux», raconte Alain Simonin, et non pas à ajouter de nouveaux travailleurs sociaux. Les étudiants ont été applaudis pour leur travail. A une époque où le travail social subit une perte de sens, cette reconnaissance tombe à pic». Derrière ce type d'action: des penseurs. Alain Simonin, sociologue de formation, cite notamment Alain Touraine et François Dubet pour les concepts liés à la citoyenneté, Charles Rojzman pour son approche de la «thérapie sociale» et Pierre Calame pour ce qui est de la «nouvelle gouvernance». St.H.

1) Demos associe au gré de ses actions les compétences de personnes issues de différentes associations ou institutions ainsi que des professionnels du social indépendants.

Penser le social de A à Z

Les travailleurs sociaux lisent peu, dit-on. Dès lors, que lire en priorité pour mieux faire ce travail ? La question est simple. La réponse, non. L'équipe de *Repère social* s'est tout de même mis en tête de proposer un abécédaire francophone de la pensée autour du travail social. «Autour», car le champ de cette discipline emprunte des éléments à toutes les sciences humaines.

Cette liste, forcément arbitraire, ne prétend évidemment pas être représentative de l'état véritable des connaissances – et des auteurs qui comptent – dans le champ de la pensée du travail social. Elle a été réalisée sur la base de «sondages» auprès de chercheurs, d'enseignants, de travailleurs sociaux et de responsables de centres de documentation. Les rencontres avec certains des auteurs cités – dans le cadre de la préparation de précédents numéros de RS – ont également orienté nos pas. Au final, l'ambition de ces pages est simplement d'inviter à la lecture, à la découverte.

Autes, Michel

Pour ce sociologue français, chargé de recherche au Centre national de recherche scientifique, le travailleur social n'est pas un militant. En revanche, s'il se trouve confronté à des injonctions a priori impossibles à exécuter, comme réinsérer des travailleurs dans des segments où le travail est inexistant, il doit «recréer les conditions politiques pour que les usagers parlent eux-mêmes» («Lien social», 2 septembre 1999). Les travailleurs sociaux ne sont, dès lors, des militants que par délégation et par «absence de capacités de l'action sociale». Michel Autès défend une politique sociale fondée sur des droits et non pas sur la compassion. Il juge comme tant d'autres la position du travail social inconfortable, car les professionnels de l'aide se trouvent «entre ceux qui peuvent parler, car ils sont reconnus, et ceux qui sont sans voix, en dehors, exclus...». Cet auteur engagé dénonce une précarisation croissante du travail à travers la dégradation du salariat et du contrat de travail («Lien social», 2 mai 2002).

«*Les paradoxes du travail social*», Dunod, 2004.

Bolzman, Claudio

Claudio Bolzman est originaire du Chili. Il travaille sur les problématiques migratoires et interculturelles depuis une vingtaine d'années. C'est un très bon connaisseur de la recherche en matière de travail social. Sa spécialité ? Les migrants de la deuxième génération et leur place dans la société, avec des acteurs qui se sont parfois hissés au-dessus de la masse. Comme lui-même ! L'homme, modeste et ouvert, cumule les responsabilités. Il est le cofondateur, avec Monique Eckmann – autre personnalité écoutée dans ce domaine – du réseau local de compétences Intermigra (pour interculturel, migrations et racisme), fondé au milieu des années 1990 à Genève.

Responsable du Centre de recherches de la Haute

école spécialisée (HES) en travail social de Genève, il coordonne à ce titre les travaux des six autres réseaux locaux de compétences genevois. Autre casquette celle de coordinateur du Centre d'étude de la diversité culturelle et de la citoyenneté dans la santé et le social (CEDIC), réseau romand de compétences. Ce sociologue de formation a travaillé dans l'animation socioculturelle. Il défend une vision scientifique du travail social, qui passe par l'explicitation de ses méthodes.

«*Secondas-Secondos. Le processus d'intégration des jeunes adultes issus de la migration espagnole et italienne en Suisse*», avec R. Fibbi et M. Vial, Zurich, Seismo, 2003.

«*La précarité contagieuse. Les conséquences de l'aide sociale sur le statut de séjour des personnes de nationalité étrangère*», avec R. Poncioni, S. Rodari, J.-P. Tabin, Genève et Lausanne, Les Editions IES & EESP, 2002.

Bouquet, Brigitte

Assistante sociale de formation, docteur en sociologie, Brigitte Bouquet a été directrice du Centre d'étude, de documentation, d'information et d'action sociales, en France, avant de devenir professeur titulaire de la chaire d'action sociale au Conservatoire national des arts et métiers. Créée en 2001, cette chaire est la première en France dans ce domaine et son existence doit beaucoup à l'intéressée.

Les métiers du social et leur histoire sont au centre des écrits de Brigitte Bouquet. «Assistante sociale aujourd'hui» s'adresse aux étudiants qui souhaitent se former à ce métier, ainsi qu'aux professionnels, qui y trouveront une réflexion et un historique sur leur pratique.

«*Histoire des métiers du social en France*», avec Emmanuel Jovelin, ASH, 2005.

«*Ethique et travail social : une recherche du sens*», Dunod, 2003.

«*Assistante sociale aujourd'hui*», avec Christine Garcette, Maloine, 1998.

Bourdieu, Pierre (1930-2002)

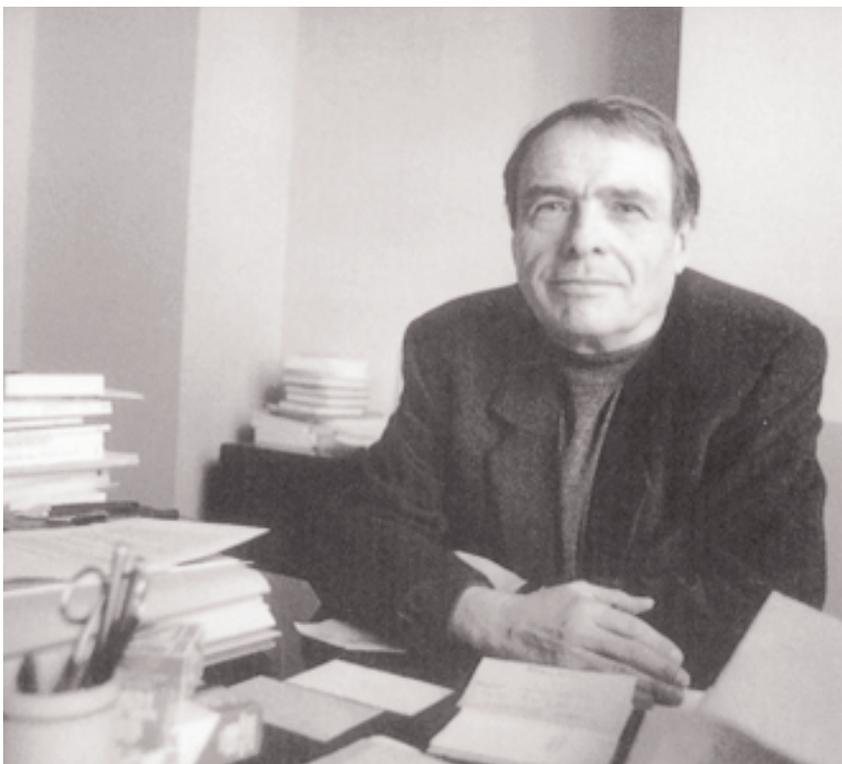
Pierre Bourdieu a fait une sorte de «come back» dans les années 90. Durant cette décennie, le grand sociologue (1930-2002) s'impliquera comme jamais il ne l'avait fait auparavant dans le débat politique en France, multipliant les interventions sur les scènes publiques et médiatiques. Celui qui a bouleversé les sciences sociales depuis les années soixante, voit alors sa renommée dépasser le cadre universitaire. Ce «retour» de Bourdieu date de 1993, au moment de la publication de l'ouvrage collectif «La misère du monde», qui connaît un succès public étonnant. Deux ans plus tard, l'illustre professeur au Collège de France descend dans la rue défendre les grévistes et les mouvements des chômeurs qui paralyseront la France en novembre-décembre 1995. La même année, il fonde la maison d'édition «Libération d'agir». Elle publie de petits ouvrages polémiques («Sur la télévision», «Les nouveaux chiens de garde» de Serge Halimi) critiquant le néolibéralisme et le monde médiatique. Cette visibilité du sociologue correspond également à un tournant dans la pensée socio-philosophique en France. Après les années 1980, dominées, en tout cas médiatiquement, par des sociologues de la post-modernité, du virtuel (Jean Baudrillard), de la pub et du vide idéologique («L'ère du vide» de Gilles Lipovetsky), les années 1990 sonneront le retour d'une sociologie plus ancrée dans le social. Plus de dix ans après sa publication, «La misère du monde» reste toujours d'actualité. Ce pavé de 1000 pages, constitué de dialogues de gens ordinaires (un ouvrier, un magistrat, un gardien d'HLM, etc.) décrit avec minutie les problèmes qui font régulièrement la une des journaux en France, comme la violence dans les banlieues, le racisme ordinaire, la montée de l'extrême droite, l'effondrement des anciennes solidarités du monde ouvrier, etc. Le livre met surtout en avant les nombreuses «misères de position» entre des gens qui sont obligés de cohabiter dans un même univers. Ainsi, le conflit permanent entre une famille d'immigrés et leurs voisins français autour notamment de la question du bruit. Ces misères individuelles et sociales, parfois infimes, finissent, selon Bourdieu, par engendrer de terribles souffrances collectives.

«Question de sociologie», Minuit, 1994.

«La misère du monde», sous la direction de Pierre Bourdieu, le Seuil, 1993.

Bowlby, John (1907-1990)

Ce psychanalyste anglais fait référence dans le domaine des théories de l'attachement. Des centres éducatifs, notamment en matière de toxicomanie, utilisent sa pensée dans le cadre de leur accompagnement thérapeutique. John Bowlby provenait d'une famille de la noblesse anglaise peu portée sur l'affection. Mis au collège dès huit ans, il fit des études de médecine à Cambridge. Il eut l'occasion de travailler avec des enfants provenant de milieux perturbés, expérience qui allait demeurer au centre de ses réflexions ultérieures. C'est par ce travail qu'il fut encouragé



Le sociologue Pierre Bourdieu, auteur de «La misère du monde».

à entreprendre une formation pour devenir analyste.

C'est la publication en 1958 d'un article important intitulé «The Nature of the Child's Tie to his Mother» (la nature du lien entre l'enfant et sa mère) qui marque le début de l'œuvre majeure de Bowlby et, en même temps, le coup d'envoi d'une longue controverse. Fortement inspiré par les nouveaux travaux des éthologues, Bowlby remettait en question les bases de la psychologie freudienne. Et il est toujours dangereux de critiquer un mandarin!

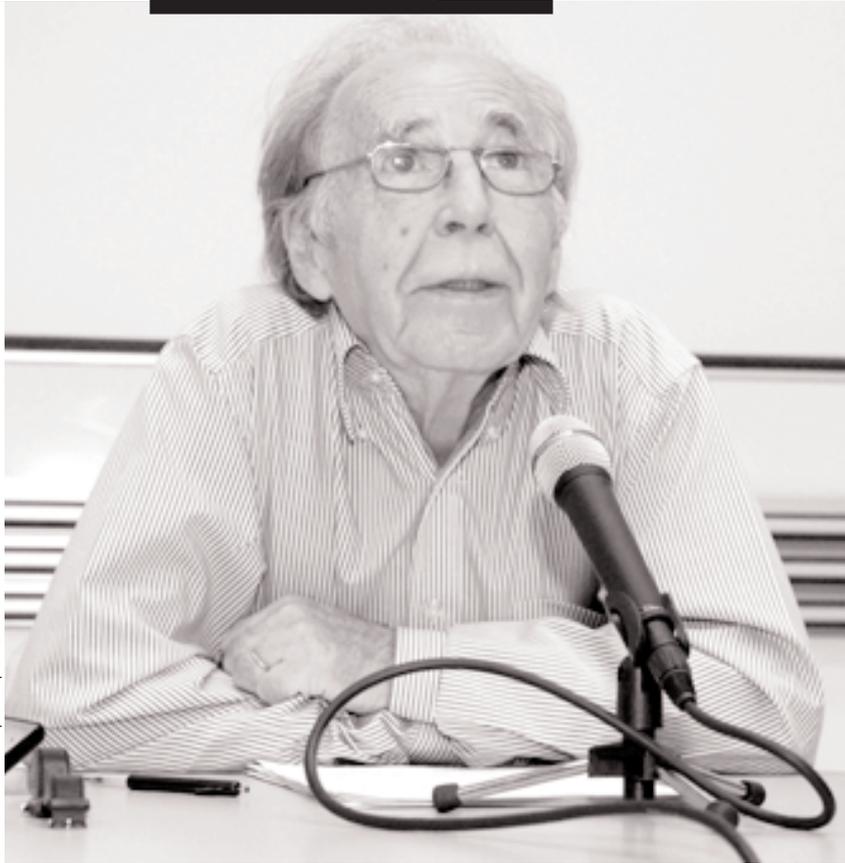
«Attachement et perte», PUF, 1978.

Capul, Maurice

Les plus anciens parmi les éducateurs, ceux qui volontiers s'attribuent le surnom de «dinosauriens», se souviennent certainement de cet auteur incontournable, véritable encyclopédie vivante. Pour une large part, ses publications sont encore d'actualité. Docteur ès lettres et sciences humaines, Maurice Capul cumule les titres d'éducateur spécialisé, de psychologue, de formateur de travailleurs sociaux, d'historien et de professeur émérite en sciences de l'éducation, à l'université de Toulouse. «Bien que fondée sur des valeurs personnelles, une éthique professionnelle ne peut se maintenir que si, les moyens d'intervention étant clairement désignés, les objectifs visés suscitent enthousiasme, échanges d'expériences, fierté des réalisations, comparaisons sous-tendues par des recherches, retransmission des acquis aux générations montantes», avance-t-il dans «De l'éducation spécialisée». Ce best-seller du genre propose une approche transversale du métier.

«De l'éducation spécialisée», avec Michel Lemay, érès 1997.

«Les groupes rééducatifs», Privat, 1993.



Castel, Robert (photo)

Après avoir travaillé longtemps sur la sociologie de la psychiatrie, Robert Castel s'intéresse depuis les années 80 à la crise de l'Etat social et aux nouvelles formes de précarité qui en découlent. Il est notamment l'auteur du terme «désaffiliation». «Plutôt que l'exclusion, je préfère parler de désaffiliation.(...) Il s'agit d'un processus de décrochage, de déstabilisation des stables, d'une vulnérabilisation des positions assurées».

Sa réflexion sur «l'insécurité sociale» actuelle et ses prises de position contre les dérives du néolibéralisme s'appuient sur une approche historique. Ainsi dans «Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat» (1995), il fait l'histoire du développement de la «société salariale» et de son important système de protections et de droits sociaux, qui ont connu leur apogée dans le milieu des années 70. Il y décrit également leur déclin depuis plus de 25 ans, en raison notamment du chômage de masse, et des mutations du capitalisme. Dans «Propriété sociale, propriété privée, propriété de soi» (2000) et «L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé?» (2003) il continue de réfléchir sur les effets le plus souvent négatifs du recul des protections sociales sur l'intégration des individus dans notre société. Ce sociologue voit aujourd'hui un «risque d'un retour de la vie au jour la journée, qui était la condition générale de la plus grande partie du peuple au 19^e siècle».

Sa réflexion concerne directement la pratique des travailleurs sociaux. Lors d'une conférence récente

à Genève (voir notre image), il a souligné les ambiguïtés actuelles de l'aide sociale fournie aux usagers qui sont exclus du monde du travail. Les services sociaux avaient autrefois à faire à des gens qui souffraient de toutes sortes de «handicaps» (physiques, sociaux, familiaux, etc) qui les empêchaient de travailler. Actuellement, les usagers sont moins des «invalides» que des personnes normales «invalidées par la conjoncture», estime-t-il. Et de se poser des questions sur la notion de réinsertion. «Si l'insertion professionnelle est une chose connue, qu'est-ce qu'une insertion sociale qui ne soit pas une insertion professionnelle?» se demande Robert Castel. Autre problème pour ce penseur : l'implication des usagers dans leur réinsertion. Pour le sociologue français, connu comme le loup blanc dans le domaine du travail social, la responsabilisation des bénéficiaires dans une logique de réinsertion peut avoir des aspects positifs. Mais ce système de contrat comporterait aussi des risques, celui de provoquer des réactions de violence de la part de personnes manquant de ressources, en butte à la culpabilité, face à des demandes auxquelles elles ne pensent pas pouvoir répondre. Une offre accrue de ressources externes (formation, accompagnement, etc.) serait une des voies pour sortir de ce paradoxe. «L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé?», Editions du Seuil et La république des Idées, 2003.

«Propriété sociale, propriété privée, propriété de soi», avec Claudine Haroche, Fayard, 2000.

«Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat», Fayard, 1995.

Cattacin, Sandro

D'origine italienne et genevoise, Sandro Cattacin a effectué ses études à l'Université de Zurich, puis à l'Institut universitaire européen de Florence, où il a obtenu son doctorat es Sciences sociales et politiques. Il a été directeur du Forum suisse pour l'étude des migrations et des populations à l'Université de Neuchâtel. Il travaille au Département de sciences politiques de l'Université de Genève et à la Chaire de travail Social de l'Université de Fribourg. Ses travaux de recherche portent sur les transformations des politiques sociales, sur les mouvements sociaux et sur les politiques urbaines. «Ils démontrent sa grande capacité de retraduire des interrogations de type macro-sociologique en questions de recherches aptes à être poursuivies sur un niveau meso-sociologique», lisait-on dans un point de presse du Conseil d'Etat de Genève diffusé en janvier 2004.

«Surveiller l'évolution des attitudes extrémistes, xénophobes et misanthropes en Suisse: une étude exploratoire», enquête menée dans le cadre du PNR 40.

«Retour au travail. Le workfare comme instrument de réforme. Editions Universitaires de Fribourg, 2002.

«Les politiques de lutte contre le VIH / sida en Europe de l'ouest», avec Christine Panchaud, L'Harmattan, 1997.

Coquoz, Joseph

Bon connaisseur de la réalité romande, Joseph Coquoz porte un regard tout à la fois optimiste et critique sur l'évolution du travail social. «Si les enjeux du travail social changent, se déplacent, évoluent, ils vont garder leur statut d'indécidabilité. Les travailleurs sociaux continueront donc à connaître des situations paradoxales, puisque celles-ci sont constitutives de leur fonction sociale et de leurs champs de pratique. Mais par leur proximité avec les usagers et leurs compétences, ils ont la capacité d'apporter des réponses nouvelles peut-être, en tout cas réfléchies et soupesées, à des questions et problèmes pour lesquels nul n'a aujourd'hui de solution univoque», écrit-il dans un article récent. Joseph Coquoz est adjoint de direction à l'École d'études sociales et pédagogiques de Lausanne et responsable du secteur des formations initiales. Il est en outre responsable du domaine Travail social dans le cadre de la HES de Suisse occidentale.

«*L'identité professionnelle troublée des travailleurs sociaux*», «*Actualité sociale*» N°1, mars/avril 2006.

«*L'insaisissable pratique. Travail éducatif auprès de personnes souffrant de handicap*», avec la collaboration de M. Jecker-Parvex, G. Galay, R. Knüsel, G. Guélat et C. Cheneaux. *Cahiers EESP* N° 38, 2004.

Cyrulnik, Boris

Né en 1937, à Bordeaux, de parents juifs russo-polonais déportés en 1942, Boris Cyrulnik est la star francophone – avec Michel Manciaux – du concept de la résilience. Porté aux nues par certains car il propose une vision positive de l'individu, il est attaqué par d'autres comme défendant un concept qui n'aurait rien de scientifique. Autre critique au sujet de la résilience : ce concept serait discutable d'un point de vue social, dans le sens où il renverrait l'individu à sa seule responsabilité, en faisant abstraction du rôle de la société... Boris Cyrulnik, qui anime un groupe de recherche en éthologie clinique à l'Hôpital de Toulon, définit la résilience comme la «capacité à réussir à vivre et à se développer positivement... en dépit d'une adversité qui comporte le risque grave d'une issue négative». Il invite les soignants au sens large à faire attention à la vision qu'ils ont de leurs patients ou usagers. «Si vous éprouvez du dégoût ou du mépris pour un enfant qui a été violé, il sera traumatisé. De même si vous estimez qu'un enfant qui a été maltraité, ou déporté, ne pourra jamais s'en sortir, il ne s'en sortira jamais. C'est ainsi que se construit le traumatisme. Voilà pourquoi il faut agir non seulement sur l'enfant blessé, sur le premier coup, mais également sur la culture, donc sur le deuxième coup, afin que celle-ci ne transforme pas la blessure en traumatisme», dit-il dans un entretien publié en 2000. Dans le travail social, de nombreux professionnels sont séduits par cette vision de l'individu. Certaines institutions, comme le foyer pour enfants Jeanne-Antide, situé à la Chaux-de-Fonds (NE), font directement référence à la résilience dans l'élaboration de leur travail. Ce centre se

présente comme un pôle de compétences en la matière (cf. *Repère social*, mai 2005, disponible en ligne sur www.reperesocial.ch).

«*Parler d'amour au bord du gouffre*», Odile Jacob, 2004.

«*Les vilains petits canards*», Odile Jacob, 2001.

«*Un merveilleux malheur*», Odile Jacob, 1999.

Dubet, François (photo)

Le sociologue François Dubet est l'une des figures qui reviennent souvent dans la bouche des travailleurs sociaux quand ces derniers se penchent sur la question du chômage ou de la précarité du travail. Auteur de plusieurs ouvrages sur la théorie sociologique, les mouvements sociaux, la marginalité, la jeunesse (exclue), l'éducation, il est connu comme le sociologue des inégalités. Les médias français l'ont questionné lors des émeutes de novembre 2005, afin de trouver des clefs de compréhension face à cette rage. Il en a été de même récemment durant les manifestations françaises contre le Contrat première embauche (CPE).

Dans «*Les inégalités multipliées*», paru en 2000, François Dubet cherche à en faire l'analyse par le «bas», en partant de l'expérience des acteurs (dans son dernier ouvrage, plus de 300 personnes, de l'agent de l'ANPE à la caissière, ont été interviewées par une équipe de chercheurs). Pour lui, les inégalités sociales «sont de façon plus ou moins directe l'objet de la sociologie».

Dubet s'efforce de montrer la double nature des inégalités dont certaines, «pré-modernes», se réduisent, alors que d'autres, au contraire, se développent. A la notion des «inégalités injustes» s'oppose celle des «inégalités justes», issues d'une compétition d'individus qui jouissent d'une égalité des chances. Cette égalité exige dorénavant la responsabilité de soi. Avec le risque, pour l'individu, de se percevoir lui-même comme «le responsable de son propre malheur», étant donné que de son point de vue, ses échecs dépendent essentiellement de ses performances et de ses qualités : «Je n'échoue pas parce que je suis un



DF

A
B
C
D
E
F
G
H
I
J
K
L
M
N
O
P
Q
R
S
T
U
V
W
X
Y
Z

enfant de travailleur, interdit de lycée, mais parce que mes performances scolaires sont faibles». Dubet s'interroge sur la manière de concilier l'affirmation de l'égalité de tous et l'inégalité du mérite de chacun, de rendre compatibles les deux faces de l'égalité: «Le travail est la monnaie permettant de passer de l'égalité de tous au mérite de chacun, car les inégalités sont justes et ne mettent pas en cause l'égalité des individus si l'on admet que les performances des élèves résultent de la quantité de travail qu'ils engagent librement dans leur scolarité».

Dans ce contexte, bien des acteurs cherchent à préserver l'estime d'eux-mêmes en se retirant d'un jeu où ils pensent être toujours les perdants. A la question de savoir quelles sont les inégalités justes et quelle est la manière de faire que la liberté de tous soit compatible avec le maximum de bien-être des plus désavantagés, Dubet pense que la réponse n'est pas seulement philosophique: «Elle est aussi pratique et sociale, présente dans chaque mesure sociale et dans chacun des actes d'un enseignant ou d'un travailleur social. Le respect et la reconnaissance s'imposent dès lors que les inégalités de mérite et de performance ne doivent pas affecter la dignité des personnes. C'est ce qu'attendent les usagers des services sociaux quand ils affirment que ni la pauvreté, ni le chômage ne doivent invalider la personne, ne doivent affecter son égalité».

«Injustices. L'expérience des inégalités au travail», avec Valérie Caillet, Régis Cortéséro, David Mélo et François Rault, Seuil, 2006.

«L'école des chances: qu'est-ce qu'une école juste?», République des idées, 2004.

Ehrenberg, Alain

Directeur du groupement de recherche «Psychotropes, Politique et Société» du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) en France, le sociologue Alain Ehrenberg s'est fait connaître par une recherche en trois volets sur l'individu contemporain. Dans «Le culte de la performance» (1991), il analyse l'évolution d'une société – française – qui se convertit à l'esprit de la concurrence, autour notamment de deux figures modèles: le chef d'entreprise et le sportif. Dans «L'individu incertain» (1995), il montre que l'esprit de compétition dans nos sociétés s'accompagne d'une augmentation de la souffrance. Troisième volet de cette réflexion, «La fatigue d'être soi», qui a été particulièrement remarqué lors de sa publication en 1998. L'ouvrage est touffu, riche en matière, parfois complexe et très pointu. Il croise l'histoire de la psychiatrie et une sociologie des modes de vie actuels. La thèse principale, très originale, développée par Ehrenberg y est pourtant relativement simple. L'individu contemporain s'est affranchi d'un certain nombre de normes et subit apparemment moins le poids des hiérarchies. Ainsi libéré de bien des repères de jadis, chacun est sommé de se dépasser.

«Aujourd'hui on demande moins aux gens d'obéir que d'avoir de l'initiative, que de devenir soi-

même». Parallèlement à cette évolution sociologique, Ehrenberg constate depuis au moins vingt ans, la place centrale des antidépresseurs dans la psychiatrie et leur utilisation devenue presque banale. Pour le sociologue, la dépression est ainsi la maladie symptomatique de l'individu contemporain, qui n'arrive jamais à réaliser l'idéal de soi, imposée par la société. Elle a remplacé la névrose, dont souffraient les individus évoluant dans une société plus hiérarchisée et pleine d'interdits. «Comme la névrose guettait l'individu divisé par ses conflits, déchiré par un partage entre ce qui est permis et ce qui est défendu, la dépression est une tragédie de l'insuffisance. Elle est l'ombre familière de l'homme sans guide, fatigué d'entreprendre de devenir seulement lui-même et tenté de se soutenir jusqu'à la compulsion par des produits et des comportements».

«La fatigue d'être soi», Odile Jacob, 1998.

«L'individu incertain», Calman-Levy, 1995.

«Le culte de la performance», Calman-Levy 1991.

Flückiger, Yves

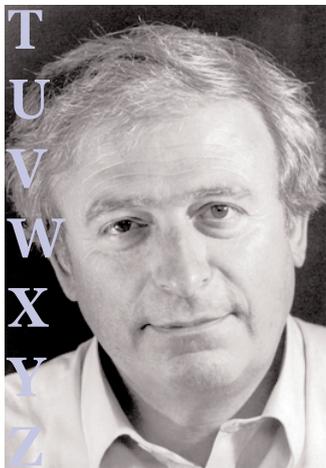
Les économistes connus du public sont rares. Ce n'est pas le cas d'Yves Flückiger. Il est aussi invité dans des colloques du travail social, tant il est vrai que sa spécialité est le chômage de longue durée. Professeur au département d'économie politique de l'Université de Genève, où il dirige l'Observatoire universitaire de l'emploi. Yves Flückiger a proposé aux politiques une mesure intéressante, mais qui n'a jamais abouti: la création d'une TVA qui serait perçue sur les bénéfices des entreprises. L'idée serait de financer grâce à cet impôt direct une partie des coûts sociaux du chômage. Ce serait le cas, par exemple, quand une entreprise aligne simultanément plus de machines, moins d'employés et plus de bénéfices...

Yves Flückiger, qui possède une double formation d'économiste et de sociologue, a été nommé au Conseil national de la recherche du FNRS. Il y a supervisé les programmes de recherche 43 (Formation et emploi) et 45, relatif aux problèmes de l'Etat social.

«Formation et travail: Le marché suisse du travail et son évolution», avec Jean-Marc Felter, Statistique de la Suisse, Neuchâtel, 2004

Fragnière, Jean-Pierre (photo)

Né en 1944, à Veysonnaz (VS), Jean-Pierre Fragnière possède un nombre impressionnant de titres et de casquettes. Il est un penseur incontournable dans le milieu du travail social et des politiques sociales en particulier. Licencié en théologie, en sociologie, Docteur en sciences sociales et pédagogiques, il enseigne actuellement à l'Ecole d'études sociales et pédagogiques de Lausanne (HETS-VD), entre autres lieux. C'est un observateur privilégié de l'évolution de la pauvreté en Suisse. Il a milité pour que des



études scientifiques soient lancées à ce sujet, à une époque (fin des années 1980) où la Suisse se pensait encore à l'abri du phénomène de la précarité. Néanmoins, il a toujours refusé l'idée de «compter les pauvres». L'énergie utilisée pour créer des critères de définition scientifiquement valables peut en effet être affectée à de meilleures causes, suggère-t-il. Ce chercheur a beaucoup publié. Il s'est aussi intéressé au rôle d'Internet comme média utile au travail social et au développement des connaissances en cette matière. C'est l'objet du guide «Le furet» («Le furet, répertoire Internet de la politique et de l'action sociales en Suisse», Réalités sociales, Lausanne 2005). Jean-Pierre Fragnière est à l'origine du Dictionnaire suisse de la politique sociale.

«Documents pour l'étude de la politique et de l'action sociales en Suisse», *éesp et INAG, Lausanne, 2005.*

«Entre science et action. La démographie au service de la cité», avec Maurice Nanchen, *Réalités sociales, Lausanne, INAG, 2004.*

«Les relations entre les générations. Petit glossaire», *Réalités sociales, INAG, Lausanne, 2004.*

Fustier, Paul

Il n'est pas un éducateur qui n'ait, au moins une fois, croisé un écrit de Paul Fustier, voire Paul Fustier en personne. Dès 1972, date de la publication de «L'identité de l'éducateur spécialisé», ce psychologue est fréquemment intervenu dans des institutions psychiatriques, de rééducation et de formation, en Suisse également. Autre ouvrage: «Les corridors du quotidien», publié en 1993, qui s'est imposé comme un classique auprès des éducateurs. Paul Fustier y fait la synthèse de 25 ans de ses travaux. «Le travail social joue constamment entre deux pôles: celui du don et celui du service contractualisé. L'ambivalence est constitutive de ce domaine et concourt à la réussite de cette mission paradoxale: donner de soi à autrui et être payé pour le faire. La vérité est dans l'entre-deux», estime-t-il dans «Le lien d'accompagnement». D'orientation psychanalytique, nombre de ses travaux portent sur ce qui se passe pour les personnes accueillies en institution, mais aussi pour les familles et pour le personnel et, notamment, les éducateurs spécialisés.

«Le lien d'accompagnement. Entre don et contrat salarial», *Dunod 2004*

«Le travail d'équipe en institution», *Dunod, 1999.*

Gauléjac, Vincent de

Lancez le nom du sociologue français Vincent de Gauléjac dans une discussion avec des travailleurs sociaux – ou n'importe où – et deux réactions risquent de se faire jour: respect pour un auteur qui décrit des modes de fonctionnement honnis; rejet d'un intellectuel considéré comme une tarte à la crème, dont l'approche ne serait pas scientifique. Dans son ouvrage récent, «La société malade de la gestion», Vincent de Gauléjac raconte comment les techniques de l'in-

dustrie et de la rationalité d'entreprise ont peu à peu atteint tous les domaines du travail, y compris le travail social. Il dénonce les techniques du management comme perverses, dans le sens où elles tendraient à rendre finalement l'individu responsable de sa propre éviction. L'économie possède, selon lui, un visage forcément monstrueux. M. de Gauléjac est directeur du Laboratoire de changement social. Il a dirigé pendant plusieurs années la collection «Sociologie clinique» chez Desclée de Brouwer.

«La société malade de la gestion», *Seuil, 2005.*

«L'histoire en héritage», *Desclée de Brouwer, 1999.*

«La névrose des classes» *Hommes et Groupes, 1987.*

Ion, Jacques

Docteur en sociologie, diplômé de psychopathologie, Jacques Ion est directeur de recherches au Centre national de recherche scientifique et travaille au Centre de recherches et d'études sociologiques appliquées de la Loire (CRESAL), à Saint-Étienne. Il poursuit deux chantiers de recherches. Le premier a trait aux formes de l'intervention sociale: comment les professionnels ou les bénévoles de l'action sociale répondent-ils pratiquement à l'injonction qui leur est faite de «créer du lien»? Jacques Ion questionne également les transformations de l'engagement dans l'espace public. Cette analyse concrète des formes de groupements lui permet de déceler de nouveaux rapports entre la société civile et le politique.

«Les travailleurs sociaux», avec B. Ravon, *6ème édition, La Découverte, 2005.*

«Militer aujourd'hui», avec S. Franguiadakis et P. Viot, *Autrement, 2005.*

«Le travail social au singulier», *Dunod, 1998.*

Jonckheere, Claude de

(photo)

Claude de Jonckheere, philosophe et docteur en sciences de l'éducation, est professeur à la HETS (ies) de Genève. Il conduit actuellement une recherche sur les entreprises sociales d'insertion par l'économie en Suisse. Elle s'intéresse au discours du personnel encadrant et à celui des usagers. Ce type d'activité produit des effets positifs en matière d'image de soi sur les personnes exclues du monde du travail, mais la capacité de ces entreprises à créer des passerelles vers de vrais emplois demeure relativement basse. C'est l'un des éléments qui ressortent de cette recherche, comme a pu le découvrir le public présent le 27 avril à la HETS de Genève, lors d'un colloque sur l'insertion mis en place par des chercheurs du PNR 51 «intégration et exclusion».



© Eric Roset pour Repère Social



© Eric Roset pour Repère Social

Claude de Jonckheere est également le coordinateur du réseau local de compétences genevois Analyse de l'activité. Il s'intéresse particulièrement aux questions qui ont trait à l'éthique (cf. interview «Repère social», no 65, avril 2005). C'est l'apôtre du «bricolage» dans le travail social, ce lieu de création où le réel de l'action sociale s'éloigne ce qui est formellement prescrit. *«Miroir sans tain pour une pratique sans phare : La supervision en travail social vue par les formateurs, les responsables d'institutions et les superviseurs», avec Sylvie Monnier, Editions ies, 1999. «La question de l'altérité dans l'accueil psychosocial des migrants», avec Delphine Bercher, Editions ies, 2003.*

Karsz, Saül

Voilà un auteur qui interroge – avec férocité – les buts et les moyens mis en œuvre par le travail social, cette entreprise sans fin de prise en charge – ou en compte – de la personne qui subit le malheur. L'art de ce philosophe et

sociologue français, directeur du séminaire «Déconstruire le social», à Paris, réside dans sa capacité à décrypter la charge idéologique contenue dans toute parole ou toute action sociale. Pour Karsz, la neutralité de l'action éducative ou sociale, ou le concept de travail social pur, ne sont que chimères. «Toute qualification est idéologique». Si le travail social ne peut «résoudre la dimension matérielle des problèmes de santé, de logement, d'emploi et de chômage, etc.», c'est donc que sa nature réside ailleurs, suggère cet intellectuel. Elle aurait d'abord trait au contrôle social : les travailleurs de l'aide sont des agents de l'Etat qui sont amenés à intervenir sur des normes. «Le travail social opère sur les constructions idéologiques mobilisées par les individus et les groupes pour expliquer et pour s'expliquer leur sort, pour s'enfoncer, pour s'y résigner ou pour se révolter (...)». Il y a là derrière l'idée ancienne que sans travail social, la révolte des pauvres pourrait avoir lieu. Par ailleurs, rappelle Karsz, le travail social est «implanté dans des formations économiques et sociales qui sans relâche produisent des situations qu'il a à traiter, mais ne peut jamais résoudre». C'est l'une des raisons qui provoquent régulièrement la question de l'utilité des missions sociales.

Dans «Pourquoi le travail social ? Définition, figures, clinique», Karsz dénuode les concepts. Il exhorte les travailleurs sociaux à mettre en doute les idées qu'ils manient quotidiennement, appelant à la fois à la psychanalyse de Lacan et au marxisme de Louis Althusser, pour ce qui est du rôle du travail social comme moteur de reproduction des normes sociales : une idée chère aux travailleurs sociaux des années 1970 (voir à ce sujet les deux numéros de la revue *Esprit* consacrés à l'utilité du travail social, parus aux printemps 1972 et 1998).

Qu'est ce donc un «cas social» ? Pourquoi est-ce si difficile pour un social de faire face à une personne qui refuse de l'aide ? L'assistant social au travail est-il conscient que quelle que soit sa position face à un client qui se raconte, son action ou sa parole sont les produits de présupposés idéologiques ? Tel est le style des questions posées par cet auteur décapant, qui propose aux praticiens du social de s'armer de lectures – ne pas savoir ce qu'on fait en terme théorique peut coûter très cher, prévient-il – et de se questionner sans cesse, «car en étant moins dupe, l'intervenant peut moins facilement duper l'autre. Pour finir, Karsz propose comme méthode une clinique transdisciplinaire de l'intervention sociale, fondée sur l'analyse critique du particulier, déconstruction des présupposés exige. *«Pourquoi le travail social ? Définition, figures, clinique», Dunod, 2004* *«L'exclusion, définir pour en finir», Dunod, 2000.*

Keller, Vérona (photo)

Avec son dernier livre «Aider et contrôler» (cf. «Repère social», no 73, février 2006), consacré aux systèmes de l'aide sociale en Suisse, la chercheuse Vérona Keller a produit un document qui devrait faire référence. Il permet, en seulement 150 pages, de se faire une bonne idée de

la diversité des systèmes d'assistance qui existent en Suisse, tout en offrant un bonne synthèse sur les paradoxes, les limites et les forces du travail social dans ce pays. Ce dernier se trouverait à un moment crucial de sa jeune existence. Le préface du livre, signée par Ueli Tecklenburg, le secrétaire général de l'Association romande et tessinoise des institutions d'action sociale, est du même tonneau : pas de verbiage. Une idée ou une information par phrase. Véréna Keller a des atouts. Elle est bilingue. Son ancrage à gauche – elle a été conseillère municipale du Parti du travail à Genève – n'est pas dogmatique. Elle est issue du service social et connaît les rouages de cet univers pour avoir passé du temps au sein du conseil d'administration d'une grande institution sociale (l'Hospice général). Cette enseignante et chercheuse à la HETS de Lausanne possède des convictions solides. La principale : la nécessité de défendre le projet initial du travail social – «l'émancipation des classes défavorisées» – qui se trouverait menacé par une conception de l'aide qui, selon elle, relève de plus en plus de «l'urgence et du sécuritaire».

«Aider et contrôler. Les controverses du travail social», Editions éesp, Lausanne, 2005.

«Le «tourisme social» : mythe et réalité.

L'exemple de la Suisse latine», avec J.-P. Tabin, K. Hofmann, S. Rodari, A.-L. Du Pasquier, R. Knüssel, V. Tattini. éesp, 2004.

«La charge héroïque», avec J.-P. Tabin, éesp, 2002.

Kellerhals, Jean

Professeur de sociologie à l'Université de Genève, Jean Kellerhals, né en 1941, est l'un des spécialistes reconnus des questions familiales en Suisse. En collaboration avec Eric Widmer, il a publié en 2005 «Familles en Suisse : les nouveaux liens», un livre qui a eu une bonne couverture médiatique dans notre pays et même en France. De ce précis, synthèse de nombreuses recherches, la presse a surtout retenu la constitution de cinq principaux genres de conjugalité : «bastion», «cocon», «association», «compagnonnage» et «parallèle». Des styles définis en fonction de paramètres liés à des critères tels que la fusion ou l'autonomie du couple, l'ouverture aux autres, ou la répartition sexuées des tâches. Cet ouvrage très instructif et facile à lire ne se résume pas à cette séduisante typologie. Il aborde bien des questions qui touchent à l'évolution depuis 40 ans des relations familiales, prises «entre les avatars de l'individualisme et la persistance des traditions». Défendant un point de vue nuancé, Kellerhals et Widmer relativisent certains lieux communs, qui voudraient, par exemple, que l'on assiste aujourd'hui à un «grand retour des valeurs familiales». Les auteurs expliquent en quoi «les familles contemporaines se sont à la fois renforcées et fragilisées à partir de la mue culturelle commencée dans les années 60».

«Familles en Suisse : les nouveaux liens», avec Eric Widmer, Edition presses polytechniques et universitaires romandes, 2005.

«Mesure et démesure du couple. Cohésion, crises

et résiliences dans la vie des couples», avec Eric Widmer et René Levy, Edition Payot, 2004.

Ladsous, Jacques

Educateur de formation, Jacques Ladsous s'est fait remarquer ces derniers temps par ses prises de position en faveur d'une réelle reconnaissance de l'action sociale face aux attaques en règle dont elle est l'objet. Acteur en vue du mouvement des Etats Généraux du social en France, il était en Suisse récemment pour témoigner de ces rencontres.

Jacques Ladsous a participé à la mise en place des premières écoles d'éducateurs dans son pays.

Aujourd'hui retraité, il continue de s'investir dans diverses organisations et de publier des articles et ouvrages en relation avec les questions éducatives et sociales.

«L'action sociale aujourd'hui», Editions érès 2004.

«Reconstruire l'action sociale», avec Michel Chauvière et Jean-Michel Belorgey. Dunod 2006.

Lalive D'Epinay, Christian

Professeur honoraire de l'Université de Genève, Christian Lalive d'Epinay est l'un des pionniers en Suisse de la recherche sur la vieillesse. Il a commencé sa carrière de sociologue en analysant les mouvements évangéliques en Amérique latine. De retour en Europe, il étudie les transformations du travail et du loisir dans notre société. Travaillant sur le développement du temps libre au XXe siècle, il est amené à aborder la question de la retraite. Dès 1976, il s'intéresse avec d'autres chercheurs au phénomène du vieillissement dans notre pays. En 1992, il fonde le Centre interfacultaire de gérontologie (CIG). Actuel directeur de recherche de cet observatoire du vieillissement, il a dirigé plusieurs enquêtes sur la population âgée en Suisse, faisant le point sur son état de santé, sa situation économique, etc. Parallèlement à ces études quantitatives, il s'est beaucoup intéressé à la vision du monde des «aînés», à leurs parcours de vie, en s'appuyant sur des récits autobiographiques. En analysant ces récits, il dégage certaines représentations différenciées de la vieillesse, de la retraite ou de la mort, en fonction des conditions socio-économiques des personnes, de leur culture (au sens large), de leur croyance et de leur position dans la société. Par exemple, dans «Entre retraite et vieillesse» (1996), le sociologue constate que la grande vieillesse est vécue par la majorité des personnes comme une «exclusion de la vie normale». Mais cette exclusion pourra apparaître, suivant notre appartenance socioculturelle, comme une «mort sociale» ou une «véritable libération».

«Vieillesse au fil du temps», avec Jean-François Bickel, Carole Maystre et Nathalie Vollenwyder. Edition réalités sociales, 2000.

«Entre retraite et vieillesse», Edition réalités sociales, 1996.

«Vieillir ou la vie à inventer», Edition réalités sociales, 1991.

Rojzman, Charles

Charles Rojzman est le fondateur d'Impatiences démocratiques et dirige la revue du même nom. Il est à l'origine d'une «méthode transdisciplinaire de thérapie sociale», une forme renouvelée d'éducation à la vie démocratique. Entouré de son équipe, il assure la préparation d'acteurs de terrain et de personnels des services publics de tous niveaux à l'exercice de leur profession dans un contexte de crise. Le Ministère de la ville en France lui a confié une mission expérimentale de formation d'animateurs de groupes de projets «face aux violences» dans une dizaine de villes. Quant au Ministère de l'Intérieur, il l'a chargé d'une formation de formateurs de la Police nationale. Ce dernier projet a fait l'objet d'un documentaire intitulé «A l'écoute de la police». Charles Rojzman est chargé de cours à l'Université de Nancy 2. Il anime également des cycles de formation à la thérapie sociale.

«Dialogue sur la thérapie sociale», Impatiences Démocratiques Éditeur, 2000.
«Savoir vivre ensemble», Éditions Syros, 1998.
«La Peur, la haine et la démocratie», Éditions Desclée de Brouwer, 1992.

Rosanvallon, Pierre

Un auteur classique des questions autour des politiques sociales, dont le titre phare est «La crise de l'Etat providence». Sa réflexion, plus analytique que partisane – «l'opposition classique entre l'individu et le collectif n'est plus opératoire», dit-il – tourne autour du casse-tête de la redistribution des richesses, notamment à travers les systèmes des assurances liés au travail qui sont sapés par le chômage quand celui-ci devient endémique. La solidarité ne peut fonctionner si les personnes au bénéfice d'un revenu moyen ont le sentiment qu'elles supportent l'essentiel des dépenses sociales. Comment, dès lors, fabriquer un nouvel Etat-Providence? C'est cette piste ouverte que nous invite à parcourir cet intellectuel français, qui nourrit ses livres de réflexions historiques, notamment à propos de la Révolution.

«La nouvelle question sociale, repenser l'Etat-Providence», Seuil, 1995.

Rosenczweig, Jean-Pierre

Ce magistrat du Tribunal pour enfants de Bobigny, en Seine-Saint-Denis, est aussi le président de l'association Défense des enfants. Jean-Pierre Rosenczweig se consacre depuis plus de trente ans au droit et à la protection de l'enfance. Il plaide pour un retour aux sources de la justice des mineurs.

«Le dispositif français de protection de l'enfance», Editions Jeunesse et Droit, 2005.
«Justice, ta mère! Dialogue d'un juge avec des jeunes sur la justice et les injustices», Editions Anne Carrière, 2003.

Rossini, Stéphane

Né en 1963, ce conseiller national socialiste valaisan est un fin connaisseur des questions de politique sociale (assurances sociales, aide sociale et système de santé). Licencié en sciences politiques et Docteur en sciences sociales, Stéphane Rossini dirige le Diplôme de formation continue en travail social à l'Université de Neuchâtel. Il est aussi chargé de cours à l'Université de Genève où il traite de la sécurité sociale. Il fustige un certain immobilisme suisse et un gaspillage d'énergie au niveau parlementaire, par exemple pour ce qui concerne les révisions des assurances sociales, où des projets débattus des années durant débouchent sur des impasses. Il s'est intéressé très tôt aux questions liées à la pauvreté en Suisse.

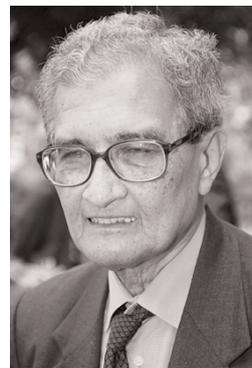
«Les oubliés de la protection sociale ou le non-sens du ciblage des prestations», avec Favre-Baudraz B, Lausanne, Réalités sociales, 2004.
«L'action sociale au cœur du changement», Réalités sociales, Lausanne, 2000.

Rouzel, Joseph

Éducation, ethnologie, psychanalyse, Joseph Rouzel croise les domaines pour aboutir à une «éthique de l'acte dans les professions sociales». Il vise le développement d'une clinique du sujet qui serait éclairée par la psychanalyse. Ancien éducateur spécialisé, Rouzel est aujourd'hui psychanalyste et formateur. Bien connu dans le secteur social et médico-social pour ses ouvrages et ses articles dans la presse spécialisée, il intervient en formation permanente à la demande d'institutions, pour des supervisions ou des régulations d'équipes. Il anime l'Institut européen de psychanalyse et de travail social.

«Le quotidien en éducation spécialisée», Dunod, Paris, 2004.
«Psychanalyse pour le temps présent», érès, 2002.
«Le transfert dans la relation éducative», Dunod, 2002.

Sen, Amartya K. (photo)



Né en Inde en 1933, professeur à Harvard et à Cambridge, Amartya Sen a reçu le Prix Nobel d'économie en 1998. Ses travaux portent sur l'égalité, la dignité, le développement et la démocratie. En économiste du développement, Sen a analysé la pauvreté sans dissocier les questions éthiques des questions économiques. Il défend une conception normative de l'économie, conçue

comme une science qui doit être guidée par la morale. Il a notamment imaginé différents indicateurs de pauvreté, comme l'indice de pauvreté humaine (IPH), ou de développement économique, ou encore l'indice de développement humain (IDH). Ces indicateurs sont présentés chaque année dans le rapport mondial du Programme des Nations Unies pour le Développement. S'exprimant sur la mondialisation dans «Le Monde» du 18 juillet 2001, l'économiste évoquait la mondialisation comme n'étant «pas en soi une folie. Elle a enrichi la planète du point de vue scientifique et culturel, profité à beaucoup sur le plan économique aussi (...). Les situations précaires ne peuvent s'inverser si les plus démunis sont privés (...) de la solide efficacité du commerce et des échanges commerciaux (...). Ce qui est nécessaire, c'est une répartition plus équitable des fruits de la mondialisation».

L'apport majeur de Sen en économie est d'avoir permis de repenser la pauvreté dans des termes non plus seulement monétaires – comme c'était le cas dans le paradigme utilitariste – mais également en termes de libertés d'être et de faire à travers les notions de «capabilités» et de «fonctionnements». Un concept qui a été repris par des chercheurs du PNR 51 à propos de l'insertion par l'économie.

«L'économie est une science morale», *La Découverte Poche*, 2005.

«Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté», Paris, Odile Jacob, 2000.

«Ethique et économie», Paris, PUF, 1987.

Soulet, Marc-Henry (photo)

Marc-Henry Soulet dirige la Chaire de travail social et de politiques sociales de l'Université de Fribourg et défend une approche pluridisciplinaire de cette discipline qu'il n'envisage pas comme une science. Ce sociologue est également le Secrétaire Général de l'Association internationale des sociologues de langue française. Voir notre interview en pages 16, 17.

«Agir en situation de vulnérabilité», avec Véronique Châtel, Presses de l'Université de Laval, Québec, 2004.

«Urgence, souffrance, misère, lutte humanitaire ou politique sociale», Editions Universitaires, Fribourg, 1998.

«Les transformations des métiers du social», Editions Universitaires, Fribourg, 1997.

Tabin, Jean-Pierre (photo)

Jean-Pierre Tabin est professeur à l'École d'études sociales et pédagogiques (EESP). Il est également responsable de l'Unité de recherche de l'EESP et membre du réseau romand de compétences REA. Une partie de ses ouvrages concerne la problématique des migrants, leur intégration dans la société helvétique. Voir notre interview en pages 16, 17.



©Université de Fribourg

«Le «tourisme social» : mythe et réalité, l'exemple de la Suisse latine», avec Véréna Keller et Kathrin Hofmann, Editions EESP, 2004.

«La charge héroïque : missions, organisations et modes d'évaluation de la charge de travail dans l'aide sociale en Suisse romande», avec Véréna Keller, Editions EESP, 2002.

«La précarité contagieuse : les conséquences de l'aide sociale sur le statut de séjour des personnes de nationalité étrangère : l'exemple de Genève et Vaud», avec C. Bolzman, R. Poncioni-Derigo et S. Rodari, Editions IES, 2002.

Wacquant, Loïc

Loïc Wacquant s'intéresse aux rapports entre pauvreté, exclusion, prison. C'est un auteur engagé, à la prose fortement militante, qui préconise l'observation directe, ce qu'il a fait dans un club de boxe de Chicago durant trois années ! Ce sociologue, originaire de Montpellier, est chercheur au Centre de sociologie européenne et professeur de sociologie et d'anthropologie aux Etats-Unis. Il travaille sur les politiques pénitentiaires et la sociologie de Pierre Bourdieu. Il a publié un grand nombre d'articles dans la revue scientifique «Les actes de la recherche en science sociale», dans lesquels il décrit et analyse comment «la paupérisation de l'Etat social et les politiques sécuritaires favorisent le développement de la délinquance et les problèmes sociaux, tout en enrichissant une partie de la population».

«Parias urbains : ghettos, banlieues, Etats», Editions La Découverte, Paris, 2006.

«Punir les pauvres», Agone, Marseille, 2004.

«Carnets ethnographiques d'un apprenti boxeur», Agone, Marseille, 2000.

Dossier préparé par Stéphane Herzog, Altin Thanasi, Geneviève Praplan, Laurent Asséo et Philippe Audergon.

Merci de leur contribution à Albert-Luc Haering, Gérald Thévoz et aux responsables des Centres de documentation de l'Hospice général (Ghislaine Tonascia-Ledru), de l'ies-HES (Loïc Diacon) et de l'éesp-HES (Catherine Finsterwald)



«Aucun champ de connaissance n'existe en lui-même.» Jean-Pierre Tabin.

Travail social et sciences humaines : la question de la légitimité du savoir

Le travail social se transforme-t-il en une science? Non, répond Marc-Henry Soulet, titulaire de la Chaire de travail social et de politiques sociales de l'Université de Fribourg. Cela dépend du point de vue, estime Jean-Pierre Tabin, professeur à la HETS de Lausanne.

- **Repère social : Existe-t-il une pensée propre au travail social? Qui la développe?**
- **Jean-Pierre Tabin :** «On pourrait aussi bien dire que le travail social a une pensée propre que le contraire. Aucun champ de connaissance n'existe en effet en lui-même. La reconnaissance d'un champ comme discipline scientifique, avec une «pensée propre», est le résultat de luttes pour l'imposition d'une certaine vision du monde comme étant légitime. Ainsi, par exemple, la médecine allopathique a-t-elle réussi à imposer sa vision du monde, de la maladie et des manières de soigner, mais cela n'a pas été sans mal et des contestations existent encore sur la légitimité du champ ainsi constitué. Il suffit de penser aux médecines dites «alternatives» pour s'en rendre compte.
Dans le cas du travail social, différentes associations luttent pour la reconnaissance de cet ensemble comme un champ scientifique à part entière. Dans certains pays, le travail social est reconnu en tant que discipline scientifique et enseigné au niveau universitaire comme une science. C'est le cas par exemple aux Etats-Unis ou en Allemagne. Une association a vu le jour en Suisse en 2006 qui vise à faire reconnaître le champ du travail social comme discipline scientifique : la Société suisse de travail social. Le développement de l'enseignement des professions du social dans le cadre HES, c'est-à-dire dans un cadre universitaire, va également jouer un rôle dans la reconnaissance du travail social comme discipline, surtout si, après les Bachelors, se développent des Masters et des Doctorats.»
- **Marc-Henry Soulet :** «Non, parce que le travail social n'est pas une discipline. Nous avons affaire à des champs de pratique qui sont des objets complexes de connaissance. Mais à une théorie, non. Je ne connais pas de corps constitué de connaissances propres au travail social. Ce qui permet d'analyser ce dernier, ce sont des outils empruntés à des disciplines constituées : l'ethnologie, la sociologie, la psychologie... En revanche, il existe une idéologie du travail social, c'est-à-dire une manière de dire, une volonté légitime et nécessaire de défendre la pratique et de lui donner une certaine indépendance.
- **Quels sont les champs les plus observés et analysés dans le travail social? Quels sont ceux qui restent en friche?**
- **J.-P.T. :** «Dans les étapes de la reconnaissance d'un champ comme légitime, la première est de faire un état des lieux critique de celui-ci, en relevant les constantes et les lacunes. Cette tâche reste à être réalisée de manière systématique en ce qui concerne le travail social en Suisse. On peut toutefois remarquer que le nombre de recherches subsidiées par le Fonds national de la recherche scientifique et qui concernent le

travail social est en hausse. La recherche dans ce domaine est même très importante.

Un fonds comme DORE permet de subsidier diverses recherches dans le domaine du travail social. Preuve de la vitalité de la recherche dans ce champ, plus de 60 projets ont été déposés depuis 2004 au fonds DORE qui concernent le travail social, dont à peu près 30% ont été acceptés. Des recherches qui concernent le travail social sont également déposées dans le cadre de programmes nationaux de recherche, comme le PNR 51 (Intégration et exclusion) ou le PNR 45 (Problèmes de l'Etat social) ou d'autres divisions du Fonds national suisse de la recherche scientifique. Le FNS n'a en plus pas le monopole des recherches dans le domaine du travail social : de nombreuses recherches sont subsidiées par des offices fédéraux, cantonaux ou communaux, par des associations comme les Centre sociaux protestants ou Caritas, etc.

Les questions le plus souvent traitées dans les recherches en travail social portent sur les jeunes, les professions du social et les familles. Des thèmes aussi variés que le handicap, la délinquance, le racisme, la vieillesse, les toxicodépendances, la démence, le «care», etc. ont été abordés dans ces recherches. De nombreux champs restent toutefois en friche, notamment faute de données comparables entre les cantons. C'est le cas par exemple dans le domaine de l'aide sociale publique, une lacune qui devrait être bientôt comblée par l'Office fédéral de la statistique. Mais les meilleurs indicateurs de sujets de recherche à défricher sont bien sûr les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales !»

- **M.-H. S.** : «Les trois (métiers du travail social : ndlr) ont été bien analysés. Que reste-t-il en friche ? Les enjeux du travail social se sont déplacés de l'éducation spécialisée vers l'aide sociale aux plus démunis et le travail hors murs, avec une question : que faire des personnes qui n'entrent plus dans le cadre ? Ce sont là des terrains où les choses bouillonnent. Parmi les champs en friche, je note qu'on ne sait toujours pas ce qu'est l'effectivité réelle du travail social, ce qu'est le travail proprement dit du travail social. Tout le discours est concentré sur les raisons d'être du travail social et sur l'«être» du travailleur social, mais on a peu consacré d'analyses au «faire» du travail social. Hormis bien sûr le conflit des méthodes qui, sur le fond, ne nous apprend que peu de choses sur l'accomplissement pratique du travail social au quotidien. Un autre champ en friche est celui d'une intervention devenue «palliative». Un certain nombre de politiques actuelles ne visent plus à soigner, mais à éviter le pire, à maintenir dans la situation. C'est une révolution fondamentale qui n'est pas analysée dans ses conséquences sur l'intervention. Que peut bien être une intervention qui ne cherche plus à transformer la situation, qui a renoncé à être éducative et/ou thérapeutique?».

– **Existe-t-il des auteurs phares, que tous les travailleurs sociaux devraient lire et pourquoi ? Quels ouvrages devraient-ils avoir à leur chevet ?**

- **J.-P.T.** : «Je ne pense pas qu'il devrait y avoir un ouvrage particulier sur la table de chevet des travailleurs sociaux. Il est par contre très utile pour eux de se pencher sur les publications récentes dans le domaine du social. Des collections comme celles de la Haute école de travail social (Institut d'études sociales à Genève, EESP à Lausanne), du Département travail social et politique sociale de l'Université de Fribourg, des éditions comme SEISMO, Réalités sociales ou les éditions d'en Bas peuvent fournir nombre de livres intéressants les travailleurs sociaux. Un catalogue intitulé «Le social en lecture» est produit chaque année pour le Salon du livre et le mieux pour les travailleurs sociaux est de s'y référer.»

- **M.-H.S.** : «Non. Si l'étudiant en sociologie ne peut pas passer à côté des pères fondateurs; ce n'est pas le cas en travail social. Les grands noms que l'on a coutume de citer comme référence (morale beaucoup plus que scientifique) sont ceux de personnes remarquables qui ont cherché à fonder le travail social comme pratique professionnelle légitime. Le propre d'un travailleur social éclairé serait de s'intéresser à ce à quoi il est confronté. Il existe beaucoup de travaux sur différents thèmes, à lui d'aller les chercher. Quant aux livres de chevet, il y en a beaucoup. Il faut demander conseil, sortir de son terrain, chercher comment éclairer sa pratique grâce aux apports des disciplines constituées. La formation continue, généraliste et culturelle, est à ce niveau primordiale.

– **Qui dit social doit-il automatiquement dire socialiste ou de gauche ? Les penseurs du social ont-ils une orientation politique commune ? Y a-t-il des «dissidents» ?**

- **J.-P.T.** : «Des affrontements idéologiques ont lieu dans le social, sans que l'on puisse pour autant parler d'hégémonie d'une école et encore moins de pensée dissidente. Mais des débats existent entre chercheur(e)s, sur toutes les dimensions du travail social.»
- **M.-H.S.** : «Le travailleur social se retrouve plus facilement du côté de la main gauche, du côté du «bien». Tandis que la main droite serait celle des affaires, dépourvue de sentiment. Il est louable de considérer l'Autre, de façon à ce qu'il ne soit pas toujours la victime. Mais si l'on veut prétendre à une certaine efficacité, on doit tenir compte des contraintes de la vie en société. Il y a plus de romantisme que de socialisme chez le travailleur social.

– **Quels sont les pays où les réflexions en matière de travail social sont les plus novatrices ?**

- **J.-P.T.** : «Les nations dans lesquels le travail social a une longue histoire : les pays d'Europe, les USA... mais aussi la Suisse!».

- **M.-H.S.** : «Je ne sais pas, le travail social prend des formes si différentes selon les pays ! L'importance du Québec, pour nous, est surtout due au fait que le travail social y a accédé au rang d'enseignement universitaire, ce qu'il ne faut confondre avec le statut de science constituée. Quoiqu'il en soit, il y a toujours à puiser dans les expériences des autres.»

– **Quels sont vos auteurs et vos revues de références ? Pourquoi ?**

- **J.-P.T.** : «Cela dépend des sujets : ce sont des domaines qui bougent beaucoup.»
- **M.-H.S.** : «Aucun auteur, je suis éclectique... Notre travail de chercheur consiste à produire des analyses singulières. Les auteurs qui nous servent de passerelle pour lancer une interrogation doivent être multiples; et quelquefois les détours sont très féconds. Le repli sur soi et la tentation à l'explication interne peuvent conduire à des formes d'aveuglement. Les revues anglo-saxonnes, sont très nombreuses et utiles à consulter. Mais, les apports les plus intéressants, il faut aller les chercher ailleurs, dans la culture générale. Lire des revues comme *Esprit*, ou la *Revue Nouvelle belge*, stimule beaucoup pour comprendre les enjeux contemporains qui traversent le travail social. Il s'agit toujours de voir comment la sociologie, l'ethnologie, la psychologie etc. se saisissent des enjeux du social.» ■

Propos recueillis par Geneviève PRAPLAN.
L'interview de M. Tabin a été réalisée par courriel par Stéphane HERZOG